

ANALYSE 2012

Somalie : à qui profite le crime ?



Publiée avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Somalie : à qui profite le crime ?

La Somalie a tout pour être prospère : un sous-sol riche, une position plus qu'avantageuse sur les routes commerciales et la population la plus homogène d'Afrique. Pourtant, quand on parle de Somalie aujourd'hui, ce n'est que pour évoquer les innombrables catastrophes qui la frappent : guerre civile, piraterie, famines et pollution, etc. Cette situation n'est malheureusement par pour déplaire à tout le monde.

Située dans la Corne de l'Afrique, la Somalie partage ses frontières avec Djibouti, le Kenya et l'Éthiopie. Une partie de ses côtes longe l'Océan Indien. Le pays, d'une superficie totale de 638 000 km² compte 11,5 millions d'habitants. La capitale Mogadiscio est située sur la côte sud. Sa population est l'une des plus homogènes des États d'Afrique. Elle est constituée de Somalis à plus de 98% et d'une minorité bantoue représentant un peu moins de 2%. Les Somaliens partagent la même langue, la même culture et la même religion. Ils sont regroupés en six clans : les Issak (16%) et les Dir (8%) au nord, les Darod (33%) au centre, les Hawiyé entre les deux fleuves, les Rahaweyn et les Dighil au centre et au Sud. L'Islam sunnite est la religion dominante de l'État somalien. L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités de 65% de la population. Le pays recèle également des ressources naturelles (uranium, bauxite, cuivre, sel, fer et hydrocarbures) qui sont pour la plupart inexploitées.

Malgré l'uniformité impressionnante - par rapport au reste de l'Afrique - qui caractérise sa population, la Somalie est en proie à des conflits claniques qui divisent l'ensemble de son territoire. Le Somaliland au nord-ouest a proclamé son indépendance en 1991, le Puntland au nord-est s'est déclaré autonome depuis 1998. Le pays ainsi plongé dans une guerre civile depuis plus de 20 ans est caractérisé par l'absence de Gouvernement, de Parlement et d'institutions qui font de la Somalie l'État le plus défaillant au monde.

Ce pays qui avait tout pour réussir - position géographique avantageuse, minerais, hydrocarbures et population homogène - et devenir un acteur majeur, sinon le plus puissant de la région, se retrouve dans le chaos. Cette paralysie semble pourtant bénéficier à certains acteurs régionaux mais surtout internationaux qui tirent profit de l'enlisement de la question somalienne afin de laisser leurs intérêts (politiques, stratégiques, financiers) perdurer.

Européens, Américains, Kenyans, Éthiopiens ou Djiboutiens, tous profitent du chaos.

Profiter de la guerre ...

Les intérêts européens sont multiples en Somalie. La question de la piraterie maritime a conduit à l'explosion des assurances pour les bateaux marchands (primes d'assurances, rançons, ...). C'est un marché qui rapporte 4 milliards de dollars au secteur des assurances dont les prix ont été multipliés par 20 depuis les premières attaques des pirates et qui est ensuite monté en flèche en 2008. C'est la City londonienne qui abrite les principales compagnies d'assurance, parmi lesquelles Delta Lloyd, prenant en charge des bateaux marchands navigants dans l'Océan Indien et le Golfe d'Aden. Aucune n'a intérêt à ce que la piraterie ne cesse, pour autant qu'elle reste maîtrisée. Il ne serait pas surprenant qu'elles usent de stratégies pour que cette situation se pérennise.

La piraterie a tout naturellement conduit à une prolifération des sociétés militaires privées chargées de la protection des navires qui croisent au large de la Somalie. Ces sociétés prospères ne tueront pas non plus la nouvelle poule aux œufs d'or.

Les eaux somaliennes sont également connues pour être l'une des plus poissonneuses au monde. L'absence d'État en Somalie laisse libre court aux chalutiers, principalement espagnols, pour piller ces eaux. La surexploitation des ressources halieutiques somaliennes cause une perte annuelle de 300 millions de dollars aux pêcheurs somaliens.

Les pêcheurs européens ne sont pas les seuls à être intéressés par les eaux somaliennes. La mafia italienne y a en effet trouvé une destination idéale pour tous les déchets toxiques, en ce compris nucléaires, produits par les usines du vieux continent. En effet, déverser dans ces eaux leur coûtent 2,50 dollars la tonne tandis que le traitement en Europe des mêmes déchets coûterait 250 dollars la tonne soit cent fois plus. La combine a été éventée suite au tsunami de 2004 qui a charrié sur les plages des centaines de conteneurs scellés qui ont répandu autour d'eux des maladies graves, malformations, cancers des nourrissons.

... et montrer ses muscles

Le Conseil de l'UE a adopté le 10 novembre 2008 une action commune concernant la mise en place d'une opération militaire, Atalante. Elle a pour mission officielle de contribuer à la protection des navires du Programme alimentaire mondial qui acheminent de l'aide alimentaire aux populations déplacées de Somalie, de veiller à la protection des navires marchands naviguant dans le golfe d'Aden et au large des côtes de Somalie, ainsi qu'à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et des vols à main armée au large de ces côtes.

Cette opération, qui est la première opération militaire d'envergure mise en place par l'Union européenne elle-même, s'inscrit dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense. Elle est une occasion unique de tester l'efficacité de sa chaîne de commandement : voir si toutes les forces navales sont capables de se concerter, coordonner et mener leurs actions en commun...

Et également veiller à ses intérêts car 70% du trafic des produits pétroliers et une part considérable des portes conteneurs transitent par l'Océan Indien. Elle est pour cela prête à tous types d'initiatives notamment l'élargissement de son mandat qui lui permet maintenant d'attaquer les bases des pirates au sol. Plusieurs questions se posent quant à ces actions concernant particulièrement les aspects juridiques et la violation de l'intégrité territoriale d'un État...ou du moins ce qu'il en reste.

Cependant, elle a été concurrencée dans ses manœuvres par d'autres forces navales comme l'opération de l'OTAN appelée « Ocean shield » et l'opération sous commandement américain « TF151 ». De plus, il existe actuellement plusieurs opérations de marines nationales individuelles de pays n'appartenant à aucune alliance et ayant des intérêts sur ce corridor maritime comme l'Inde, la Russie ou la Chine dont c'est la première expédition navale depuis plus de 200 ans. Les eaux somaliennes sont aujourd'hui le théâtre d'une compétition virile où les grandes puissances, au premier rang desquelles l'Union européenne, affichent leurs ambitions géostratégiques et leur puissance militaire.

Un chaos organisé ?

Les intérêts des États-Unis dans ce pays relèvent d'une part de l'existence de richesses dans le sous-sol somalien, mais également de la position stratégique qu'occupe ce territoire sur la façade orientale de l'Afrique.

Des gisements de pétrole ont été découverts en Somalie il y a plus de deux décennies. Cependant, les États-Unis n'en auront pas besoin avant quelques années. Leur stratégie sur le court terme est tout autre : contrôler l'Océan Indien en empêchant la création d'un État Somalien fort qui pourrait négocier son pétrole avec les nouvelles puissances asiatiques dont la position en Afrique se renforce de jour en jour.

De par sa position géostratégique, la Somalie dispose de 3220 kilomètres de côtes et fait face au Golfe arabe et au Déroit d'Ormuz, deux lieux hautement stratégiques que souhaitent garder sous contrôle les USA et qu'ils surveillent jour et nuit.

Si la situation somalienne connaissait un dénouement positif, les relations entre cette région de l'Afrique et la Chine mais aussi l'Inde pourraient se développer. Ces derniers auraient ainsi un poids conséquent dans la région en échange de leurs relations économiques avec les pays s'étalant de l'Afrique de l'Est à l'Afrique australe. Ce projet nuirait aux intérêts américains qui verraient leur influence sur cette façade réduite de manière considérable et le pétrole somalien leur échapper. Le maintien du statut quo en Somalie rend tous projets non viables. La révolution de l'Océan indien¹ avec de nouvelles relations économiques souhaitée par Mandela durant sa présidence restera probablement lettre morte.

Cette stratégie a ses limites. Si le chaos peut profiter à l'Amérique, elle doit pouvoir le maîtriser. En effet, alors que la lutte contre le terrorisme est devenue un axe de politique majeure des américains depuis le 11 septembre 2001, des groupes terroristes ayant prêté allégeance à Al Qaida prolifèrent en Somalie, notamment sur le territoire des Shebabs qui sont leurs principaux ennemis dans la région. La Somalie est également connue pour abriter tous les groupements ou personnes considérés comme terroristes pas les États-Unis en provenance du Yémen, de l'Algérie et du Mali.

Quel avenir ?

Deux questions nous viennent à l'esprit : est ce que les USA et ses alliés ont une vision militaire sans réelle stratégie politique à long terme ? Tandis que nous savons pertinemment que la solution pour sortir du borbier somalien est d'abord et avant tout politique. Ou alors est ce que leur stratégie consiste à maintenir ce pays dans le chaos pour faire primer leurs intérêts (au détriment des autres) ?

L'option militaire n'a jamais porté ses fruits dans ce pays. En attestent les opérations « Restore Hope » en 1992 où les GI's américains ont subi un cuisant revers (que les USA

¹ Evoquée par Nelson Mandela alors président de l'Afrique du Sud. Il avait exprimé la nécessité d'une révolution de l'Océan indien avec de « nouvelles relations économiques ». L'idée consistait au rétablissement de la paix en Somalie pour établir de nouvelles relations entre l'Afrique d'une part et la Chine et l'Inde d'autre part à travers l'Océan indien. Ainsi, tous les pays s'étalant de l'Afrique de l'Est à l'Afrique australe auraient pu avoir un accès facile aux marchés asiatiques synonymes d'une économie florissante.

n'ont d'ailleurs jamais digéré) et les différentes interventions onusiennes et éthiopiennes qui se sont elles aussi soldées par un échec.

Résoudre le problème de la Somalie demande une prise en compte de toutes les sensibilités, y compris les Shebabs qui sont tous catalogués comme terroristes alors qu'il n'en est rien en réalité. À titre comparatif, les Irlandais étaient considérés comme tels en réclamant leurs droits. Depuis la signature de l'accord du Vendredi Saint², ils ne le sont plus... Avoir une Somalie indépendante, puissante étant donné l'étendue de ses ressources halieutiques, la richesse de son sous-sol, capable de se présenter comme l'État incontournable de la région perturberait l'échiquier politique continental et même international. Malgré le nombre de victimes de ce conflit qui dure depuis plus de deux décades, les différents États ayant des intérêts dans la région préfèrent le chaos à la stabilité régionale.

La Commission géopolitique
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Septembre 2012

² L'accord du Vendredi Saint officiellement nommé accord de Paix pour l'Irlande du Nord est un accord signé le 10 avril 1998 par les principales forces politiques d'Irlande du Nord acceptant une solution politique pour mettre fin aux trente années (de 1969 à 1998) de troubles sanglants qui firent 3480 morts.